

12-14 rue Charles Fourier
75013 PARIS
tel 01 48 05 47 88
fax 01 47 00 16 05
mail contact@syndicat-magistrature.org
site : www.syndicat-magistrature.org

1^{er} mai : l'urgence est sociale, pas sécuritaire !

Chaque jour se succèdent trahisons et reniements de gouvernants à la dérive.

Egalité déniée à des citoyens qui, plus que d'autres, sont soumis au harcèlement de contrôles d'identité aussi inutiles que vexatoires. Dignité bafouée pour des détenus que l'on veut de nouveau soumettre aux fouilles à nu. Hospitalité refusée à des migrants fuyant un pays invivable pour rejoindre le nôtre, qu'ils découvrent barricadé par une politique hostile. Accompagnement éducatif oublié pour des adolescents otages de l'obsession sécuritaire. Libertés de tous amputées par l'extension continue de pouvoirs de surveillance et d'enquête qui confondent sécurité et répression. Protections démantelées pour les travailleurs, sommés de renoncer aux garanties individuelles et collectives comme prix du marché de dupes passé avec le patronat, jamais avare de promesses d'embauches.

A de nombreuses reprises cette année, nous avons marché pour dire non à l'état d'urgence, à l'efficacité illusoire mais aux effets liberticides bien réels ; non à la déchéance de nationalité dont l'abandon salutaire n'a pas vu le recul de l'esprit nauséabond qui la sous-tendait ; non à la loi Urvoas qui pérennise un ersatz d'état d'urgence au prétexte éculé de mieux armer la lutte contre le terrorisme.

Mais l'urgence n'est pas sécuritaire, elle est sociale ! Et nous ne voulons pas davantage d'une loi « travail » qui, pour le vider de sa fonction première, fait du droit du travail un outil de régulation du marché de l'emploi.

Pour la justice, l'abandon des valeurs est le même. La seule obsession affichée par le garde des Sceaux d'en améliorer les moyens ne peut qu'être vaine, tant la qualité du service rendu aux usagers et, parmi eux, les plus précaires, ne sera pas son objectif premier.

Les luttes convergent : bien plus que des revendications catégorielles agglomérées, les mobilisations de ce 1^{er} mai, fête du travail et du progrès social, sont un appel à redonner un sens à l'action publique, à opposer la démocratie à un pouvoir hors-sol.

Contre les régressions sociales et démocratiques, le Syndicat de la magistrature appelle les magistrats et citoyens à participer aux cortèges du 1^{er} mai aux côtés des jeunes et des confédérations syndicales, pour la justice, le progrès social et la défense des libertés.